

*Les subsides*

Que les Canadiens soient agriculteurs ou qu'ils participent au secteur agro-alimentaire en tant que vétérinaires, disons, ils sont à l'avant-garde de la recherche, bien que le budget à ce chapitre ne soit pas aussi élevé au Canada que dans la plupart des autres pays. C'est dire l'intelligence et l'imagination des gens qui travaillent dans ce secteur et nous pouvons être fiers de leurs réalisations. Dans ma jeunesse, un agriculteur permettait de nourrir huit personnes; aujourd'hui, il peut en nourrir 70. Bien entendu, je parle du sud-ouest de l'Ontario. La région de l'Ontario située à l'ouest d'une ligne reliant la baie de Georgie à Toronto produit près de 20 p. 100 de toute les denrées agricoles du Canada, du moins sur le plan financier. Grâce à la culture en serre et à la culture intensive cette région du Canada a un taux de productivité plus élevé que d'autres. Le climat contribue aussi à la productivité de la région et il arrive rarement qu'elle connaisse des mauvaises récoltes ou qu'elle soit touchée par la sécheresse comme d'autres coins du pays.

Le gouvernement fédéral a su assumer ses responsabilités non seulement dans le secteur de la production alimentaire, mais aussi dans le domaine de la recherche, des programmes phytosanitaires et d'inspection. On m'a téléphoné récemment d'une exposition à Cologne, en Allemagne, pour me demander d'envoyer 600 tonnes de dinde. Le plus grand couvoir de dindes du monde est situé dans ma circonscription et il a même des filiales aux États-Unis. Il approvisionne 22 p. 100 du marché nord-américain et 11 p. 100 du marché mondial. C'est une entreprise très moderne en plus d'être une entreprise familiale. Elle a pu augmenter suffisamment sa production pour percer sur le marché mondial grâce à la recherche et à l'aide du ministère de l'Agriculture. Cette entreprise fait honneur au ministère de l'Agriculture et aux agriculteurs du Canada.

Les États-Unis ont essayé cette année de laisser certaines terres en jachère dans le cadre de leur programme PIK et cela a causé de la sécheresse. Si cela n'est pas arrivé au Canada c'est grâce aux programmes que nous avons. Nous avons eu de la sécheresse et du mauvais temps dans certaines régions du pays, mais nous n'avons pas un programme PIK. Pareil programme est moralement discutable quand on songe au nombre de pays qui ne peuvent nourrir leurs populations. Nos programmes sont conçus essentiellement pour répondre à la demande intérieure et extérieure. La campagne agricole est organisée de telle sorte qu'on ne peut vendre les céréales avant qu'elles ne quittent la ferme. Dès qu'elles quittent l'exploitation elles sont acheminées vers le marché.

Lorsque les audiences sur les tarifs du Corbeau ont eu lieu, je n'ai pu m'empêcher de me dire que nous avons l'agriculture la plus productive du monde. Le prix de revient du produit est très inférieur au prix de vente et le producteur peut se permettre d'acheminer son produit jusqu'au marché, surtout qu'il est subventionné par le gouvernement.

**M. Malone:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Lambton-Middlesex (M. Ferguson). Il a parlé des progrès fantastiques qui ont été réalisés dans les exploitations agricoles ces dernières années. J'aimerais qu'il m'explique comment il se fait qu'un agriculteur réussisse de nos jours à nourrir 70 personnes tout en crevant de faim lui-même?

• (1450)

**M. Ferguson:** Monsieur le Président, je vois malheureusement que le député n'a rien compris. Parce qu'ils peuvent profiter d'un système de commercialisation ordonnée, ces agriculteurs réalisent des bénéfices raisonnables sur les investissements qu'ils ont faits et sont raisonnablement payés pour le travail qu'ils accomplissent et les risques qu'ils prennent. Les autres secteurs agricoles pourraient en faire tout autant s'ils profitaient des programmes qu'on a mis à leur disposition, notamment les éleveurs et certains producteurs céréaliers; ils pourraient fixer le prix de leur produit à l'exploitation même et devenir aussi prospères que ceux qui ont des offices de commercialisation pour les aider.

**M. Malone:** Monsieur le Président, doit-on comprendre, pour que nous sachions tous à quoi nous en tenir, que les députés libéraux considèrent qu'il faudrait créer des offices de commercialisation dans le domaine de l'élevage? Est-ce bien là la position du gouvernement?

**M. Ferguson:** Monsieur le Président, pour ce qui est du bétail, et je pratique l'élevage depuis si longtemps que je préfère ne pas me le rappeler, bien plus de 35 ans en tout cas, je trouve que cela n'est certes pas une activité très rentable. J'ai commencé à m'intéresser à l'élevage des bœufs à l'âge de 14 ans et je faisais déjà partie d'un club 4H à ce moment-là. J'ai acheté une génisse qui fut la mère de son troupeau. Je suis très fier de ma réussite mais, du point de vue économique, j'aurais dû m'en défaire il y a bien des années. Comme j'ai sur ma terre des étendues de broussailles où subsistent quelques pâtures, je dois bien garder quelques animaux. Mais ce n'est pas une entreprise profitable.

D'après moi, il existe un moyen d'assurer un rendement raisonnable aux éleveurs de bétail au Canada. Le député doit savoir que nous laissons remplir à capacité les parcs d'engraissement et que c'est ainsi que nous calculons les frais de production. Cependant, pourquoi porter le poids des animaux jusqu'à 1,250 ou 1,300 livres; pourquoi ne pas économiser 50 livres s'il n'y a pas de demande? Ce faisant, nous accorderions notre production à la demande du marché que ce marché soit intérieur ou étranger.

Je viens de vous livrer le fruit de mes réflexions. Je me demande bien ce que le ministre de l'Agriculture en pense. Je suis certain qu'il conviendra que l'idée est excellente. Je crois que beaucoup de problèmes seraient réglés dans le secteur de la viande rouge si un éleveur pouvait fixer son prix à la ferme plutôt que de s'en tenir aux conditions actuelles. A Montréal, en août 1982, l'écart entre les prix de gros et les prix de détail était de 41c. plus grand que l'écart équivalent aux États-Unis. Quelqu'un exploite les consommateurs. A mon avis, ce n'est pas l'agriculteur, mais quelqu'un occupant un échelon supérieur. Si l'agriculteur n'obtenait que la moitié de tout cet argent, il ferait un bénéfice.

**M. Malone:** Monsieur le Président, je suis renversé que le député, qui se vante de son association avec les clubs 4H et qui devrait se rendre à l'évidence après toutes ces années, se soit affilié au parti libéral.

Je voudrais qu'il nous dise si le gouvernement entend établir des offices de commercialisation pour la viande de bœuf. Je pense que c'est là qu'il a répondu à ma première question. Si c'est là ce qu'il a répondu, je voudrais qu'il me dise maintenant